

Les EGSPT au service de la rentrée revendicative

La fin juin est l'occasion, avec une semaine fédérale revendicative, d'entamer le travail de mobilisation en vue de la rentrée, qui sera mis en avant le 24 septembre lors du meeting des EGSPT.

La direction fédérale a validé une semaine de déploiements et d'initiatives revendicatives, à partir du 22 juin, afin de permettre à chaque syndicat, chaque CSD, chaque militant-e, chaque syndiqué-e, de travailler à l'élévation du rapport de force nécessaire pour réussir une grande rentrée sociale revendicative et être à la hauteur des enjeux qui nous sont aujourd'hui opposés.

Davantage d'armement, moins de services publics

La nouvelle loi de programmation

militaire (LPM) vient actualiser le budget de la mission Défense à hauteur de 449 milliards d'euros sur 2024-2030, contre 413 milliards dans la trajectoire initiale, soit 36 milliards d'euros supplémentaires sur 2026-2030. Ainsi, la trajectoire annuelle grimpe jusqu'à 76,3 milliards d'euros en 2030, avec un objectif explicite de 2 % du PIB consacré à la défense entre 2025 et 2027.

Pendant ce temps, les collectivités locales sont étranglées et nos missions de service public territorial sont sacrifiées sur l'autel du fric à tout prix.

Le contraste est saisissant : pour les crèches, la voirie, la culture, l'accessibilité, la petite enfance, la transition écologique, les services publics locaux, mais aussi pour le traitement des fonctionnaires (gel du point d'indice), il n'y aura aucune avancée ; en revanche, pour l'armement, l'État programme, sécurise, finance et protège.

Cette politique oppose le développement des services publics territoriaux, visant à satisfaire les besoins quotidiens de la population, à la montée d'une économie d'armement soutenue par la puissance publique pour le compte des industriels.

6,50 euros avec l'inflation !

Pourtant, nous le savons, d'autres choix sont possibles : plutôt que de préparer la guerre, il s'agirait de préparer la paix, développer et renforcer les services publics, nos salaires, la sécurité sociale, nos caisses de retraite.

Le CNF a validé le réajustement

de notre repère revendicatif fédéral concernant le point d'indice à hauteur de 6,50 euros. C'est le niveau minimum auquel il devrait être s'il avait suivi l'inflation.

L'augmentation des coûts de l'énergie et en particulier celui du carburant ne font que renforcer la nécessité de se mobiliser en faveur des rémunérations de celles et ceux qui assurent quotidiennement leurs missions en faveur de l'intérêt général. Les débats autour du prochain PLF / PLFSS et des prochaines élections présidentielles nous obligent également à nous organiser pour peser sur ceux-ci. Les motifs de mobilisation sont nombreux et il nous faut nous organiser collectivement pour élever le rapport de force à la rentrée.

La campagne fédérale des États généraux des services publics territoriaux, les cahiers d'expressions et de revendications mis à disposition, permettent d'aller à la rencontre des agent-es et des usager-es et d'ouvrir les débats pour aboutir à des revendications et organiser la lutte nécessaire à leur aboutissement.

Le meeting organisé le 24 septembre prochain à Montreuil, dans le patio de la Bourse nationale du travail, doit être l'occasion de faire remonter ces revendications et être une tribune des luttes engagées.

Organisons les EGSPT pour une rentrée revendicative et offensive.

Inscrivez-vous au meeting en scannant le QR code

